

## CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 1995-1996

22 DECEMBRE 1995

### PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :  
l'Accord euro-méditerranéen établissant  
une association entre  
la Communauté européenne  
et ses États membres, d'une part et  
la République tunisienne, d'autre part  
et Annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7,  
Protocoles 1, 2, 3, 4 et 5 et  
Acte final avec onze Déclarations,  
faits à Bruxelles le 17 juillet 1995

### RAPPORT

fait au nom de la Commission  
des finances, du budget, de la fonction publique,  
des relations extérieures et  
des affaires générales

par Mme Françoise DUPUIS (F)

Ont participé aux travaux de la Commission:

1. Membres effectifs: MM. Marc Cools, Armand De Decker, Serge de Patoul, Eric van Weddingen, Alain Zenner, Mme Françoise Dupuis, Mme Andrée Guillaume-Vanderroost, M. Merry Hermanus, Mme Anne-Sylvie Mouzon, MM. Philippe Debry, Walter Vandenbossche.

2. Membres suppléants: MM. Michel Hecq, Claude Michel.

3. Autres membres: Mme Ghislaine Dupuis, MM. Mahfoudh Romdhani, Thierry de Looz-Corswarem, Juan Lemmens, Georges Matagne.

Excusés: MM. Jean-Pierre Cornelissen, Jacques De Grave.

Voir:

Document du Conseil:  
A-49/1 - (95-96): Projet d'ordonnance.

## BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

GEWONE ZITTING 1995-1996

22 DECEMBER 1995

### ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :  
de Euro-Mediterrane Overeenkomst  
waarbij een associatie wordt tot stand gebracht  
tussen de Europese Gemeenschap en haar  
Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Tunesië,  
anderzijds, en Bijlagen 1, 2, 3, 4, 5, 6 en 7,  
Protocollen 1, 2, 3, 4 en 5 en Slotakte met  
elf Gemeenschappelijke Verklaringen en  
drie Verklaringen,  
opgemaakt te Brussel op 17 juli 1995

### VERSLAG

uitgebracht namens de commissie.  
voor de Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en  
Algemene Zaken

door Mevrouw Françoise DUPUIS (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden: de heren Marc Cools, Armand De Decker, Serge de Patoul, Eric van Weddingen, Alain Zenner, mevr. Françoise Dupuis, mevr. Andrée Guillaume-Vanderroost, de heer Merry Hermanus, mevr. Anne-Sylvie Mouzon, de heren Philippe Debry, Walter Vandenbossche.

2. Plaatsvervangende leden: de heren Michel Hecq, Claude Michel.

3. Andere leden: Mevr. Ghislaine Dupuis, de heren Mahfoudh Romdhani, Thierry de Looz-Corswarem, Juan Lemmens, Georges Matagne.

Verontschuldigd: de heren Jean-Pierre Cornelissen, Jacques De Grave.

Zie:

Stuk van de Raad:  
A-49/1 - (95-96): Ontwerp van ordonnantie.

**I. Exposé introductif de M. Jos Chabert,  
Ministre de l'économie, des finances,  
du budget, de l'énergie et  
des relations extérieures**

Le 17 juillet 1995, l'Union européenne et ses Etats membres ont conclu un Accord euroméditerranéen avec la République tunisienne. Cet Accord a également été signé au nom de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette nouvelle convention remplacera deux accords qui datent de 1976, à savoir, l'accord de coopération avec la Tunisie qui est toujours en vigueur et l'accord relatif aux produits CECA. Ce n'est qu'après avoir été approuvé par le Parlement européen et avoir été ensuite ratifié par les 15 Etats membres que ce nouvel accord entrera en application.

Parmi les pays du bassin méditerranéen, la Tunisie est le premier pays avec lequel l'Union européenne conclut un accord d'association euroméditerranéen.

En principe, de telles conventions devraient être conclues avec tous les Etats du bassin méditerranéen - qui ne sont pas candidats membres de l'Union européenne - à l'exception de la Libye. Les pourparlers avec Israël sont actuellement clôturés; quant aux pourparlers qui sont en cours avec l'Egypte et le Maroc, l'on espère pouvoir les finaliser avant la fin de cette année.

De probables accords avec l'Algérie, la Syrie, la Jordanie et le Liban ne peuvent être attendus que vers la seconde moitié de l'année 1996.

Ces accords d'association euroméditerranéens prévoient une large coopération tant politique, économique et financière que culturelle et sociale. C'est ainsi que de tels accords d'association démontrent au niveau du contenu, de larges similitudes avec les accords européens par lesquels une association a été créée avec les pays de l'Europe centrale. Un certain nombre de ces accords ont déjà été approuvés par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et par l'Assemblée réunie.

Les accords euroméditerranéens se différencient cependant de façon marquante car ils débouchent uniquement sur le libre échange et sur une coopération politique et culturelle, sans ouvrir aux pays concernés la perspective éventuelle de devenir membres de l'Union.

Ces conventions euroméditerranéennes s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle politique de l'Union européenne dont les lignes forces ont été esquissées lors du Sommet européen d'Essen, qui s'est tenu les 9 et 10 décembre 1994. Cette nouvelle ligne politique prendra forme lors d'une Conférence euroméditerranéenne rassemblant tous les pays concernés, qui aura lieu à Barcelone dans le courant du mois de novembre 1995.

**I. Inleidende uiteenzetting van  
de heer Jos Chabert, minister belast  
met economie, financiën, begroting, energie,  
en externe betrekkingen**

De Europese Unie en haar Lid-Staten hebben op 17 juli 1995 een Euro-Mediterrane Overeenkomst afgesloten met de republiek Tunesië. Deze Overeenkomst werd mede in naam van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ondertekend.

Deze nieuwe overeenkomst zal het thans van kracht zijnde samenwerkingsakkoord met Tunesië alsmede het akkoord inzake de EGKS-produkten, die beide dateren van 1976, vervangen. Dit nieuwe akkoord zal pas in werking treden na de goedkeuring door het Europees Parlement alsmede de ratificatie ervan door de Lid-Staten.

Tunesië is het eerste van de landen rond de Middellandse Zee waarmee de Europese Unie een zogenaamd Euro-Mediterraan associatie-akkoord sluit.

Gelijkaardige overeenkomsten zouden er in principe moeten komen met alle oeverstaten - niet kandidaat-EU leden - van de Middellandse Zee, met uitzondering van Libië. De onderhandelingen met Israël zijn afgerond en diegene die op dit ogenblik nog worden gevoerd met Marokko en Egypte, hoopt men nog vóór het einde van dit jaar te kunnen afronden.

Mogelijke akkoorden met Algerije, Syrië, Jordanië en Libanon moeten slechts medio 1996 worden verwacht.

Deze Euro-Mediterrane associatie-akkoorden voorzien in een brede samenwerking op politiek, economisch en financieel, alsmede op cultureel en sociaal vlak. Aldus vertonen deze associatie-akkoorden, qua inhoud, grote gelijkenissen met de Europa-akkoorden waarbij een associatie wordt tot stand gebracht met de landen van Midden-Europa en waarvan er reeds een aantal door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Verenigde Vergadering werden goedgekeurd.

Het grote verschilpunt is echter dat de Euro-Mediterrane akkoorden enkel uitzicht bieden op vrijhandel en politiek-culturele samenwerking, maar niet op een mogelijk EU-lidmaatschap.

Deze Euro-Mediterrane overeenkomsten kaderen in het nieuwe beleid van de Europese Unie waarvan de krachtlijnen werden uitgetekend op de Europese Top van Essen van 9 en 10 december 1994 en waaraan concreet gestalte zal worden gegeven door de Euro-Mediterrane Conferentie met alle betrokken landen, die in de loop van de maand november 1995 te Barcelona wordt georganiseerd.

Elle tient compte des exigences des Etats membres du sud de l'Europe et principalement de l'Espagne. Depuis longtemps déjà, ces pays ont fait savoir qu'ils désiraient une adaptation de la politique étrangère de l'Union, qui se concentrait prioritairement sur l'Europe centrale, afin que cette politique soit orientée partiellement vers le sud de l'Europe. Les Etats membres méditerranéens de l'Union européenne veulent en effet barrer la route au fondamentalisme islamique, aussi le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme est-il posé en condition sine qua non à la conclusion de ces accords. En insufflant une nouvelle énergie à l'économie délabrée des pays méditerranéens, l'Union veut endiguer la montée fondamentaliste en proposant aux pays concernés une aide financière et des perspectives d'exportation dans ce qui doit devenir la plus vaste zone de libre échange au monde. Et c'est justement là que les problèmes surgissent.

En premier lieu, le Sommet européen de Cannes des 26 et 27 juin 1995 a décidé de financer cette politique méditerranéenne avec un budget de 5 milliards d'ECU réparti sur 5 ans, ce semble fort limité si l'on tient compte de l'ampleur du projet.

De plus, il y a lieu de craindre qu'une libéralisation du commerce crée un marché potentiel illimité pour les produits (en majeure partie) agricoles de ces pays, pénalisant ainsi directement parmi les Etats membres les producteurs méditerranéens de tels produits, déjà durement touchés.

D'une façon générale, ces conventions euroméditerranéennes sont à considérer, de même que les accords européens avec les pays de l'Europe centrale, comme des traités mixtes et ce, à deux niveaux.

Tout d'abord, ces accords euroméditerranéens contiennent des matières qui ne ressortissent pas exclusivement de la compétence de l'Union, bien qu'ils aient été négociés par la Commission européenne sur la base des instructions de négociations approuvées par le Conseil des Ministres.

Il en ressort que ces accords, après avoir été cosignés par les 15 Etats membres, devront être approuvés par le Parlement européen pour être ensuite ratifiés tant par les Etats membres que par les pays associés. Il s'agit donc d'accords conclus dans le cadre du Traité de l'Union européenne et non pas sur la base de ce Traité.

Pour ce qui concerne la Belgique, ces accords sont également «mixtes» dans la mesure où certaines des matières traitées ressortissent de la compétence des Communautés ou des Régions, alors qu'au niveau «européen» ces matières relèvent de la compétence des Etats membres. Concrètement, cela signifie surtout que les entités fédérées doivent cosigner ces accords bien que jusqu'à présent, pour des raisons pratiques, les entités régionales et communautaires aient considéré comme satisfaisante la signature d'un seul ministre

Deze nieuwe politiek komt tegemoet aan de eisen van de Zuideuropese Lid-Staten, en dan vooral Spanje. Deze hebben sinds lang te kennen gegeven dat ze een bijsturing wensen van het buitenlands beleid van de Unie waarbij het accent, dat werd gelegd op Oost-Europa, ten dele zou worden verlegd naar Zuid-Europa. De zuidelijke Lid-Staten van de Europese Unie willen immers de moslimfundamentalisten de wind uit de zeilen nemen - vandaar dat deze akkoorden staan of vallen bij de eerbiediging van de democratische principes en de mensenrechten - door de verkommerde economie van de staten uit de Mediterrane regio nieuw leven in te blazen, en dit door het bieden, in wat de grootste vrijhandelszone ter wereld moet worden, van financiële steun en afzetmogelijkheden. En precies daar knelt het schoentje.

Niet enkel werd, in de eerste plaats, tijdens de Europese Top van Cannes van 26 en 27 juni 1995 het budget voor deze Euro-Mediterrane politiek bepaald op zo'n 5 miljard ECU, verspreid over 5 jaar, wat gezien de omvang van het project, vrij beperkt is.

Bovendien blijkt een liberalisering van de handel te zullen leiden tot onbeperkte afzetmogelijkheden van (vooral) landbouwprodukten uit deze landen wat precies de reeds zwaar getroffen producenten van soortgelijke produkten uit de zuidelijke Lid-Staten zal treffen.

Deze Euro-Mediterrane overeenkomsten in het algemeen zijn, net als de Europa-akkoorden met de Middeneuropese staten, te beschouwen als «gemengde» verdragen op twee niveaus.

In de eerste plaats bevatten deze Euro-Mediterrane akkoorden materies die niet uitsluitend tot de bevoegdheid van de Unie behoren, alhoewel deze akkoorden werden onderhandeld door de Europese Commissie op basis van onderhandelingsrichtsnoeren, goedgekeurd door de Raad van Ministers.

Dit betekent dat deze akkoorden, na eerst al te zijn mede-ondertekend door de 15 Lid-Staten, zowel door het Europees Parlement moeten worden goedgekeurd als door de Lid-Staten en de geassocieerde landen moeten geratificeerd worden. Het betreft dus akkoorden die niet op basis van, maar wel in het kader van het Verdrag betreffende de Europese Unie werden afgesloten.

Op Belgisch niveau zijn deze akkoorden eveneens «gemengd» in die zin dat bepaalde materies die op «Europees» niveau tot de bevoegdheid behoren van de Lid-Staten, in het Belgische geval, onder de bevoegdheid van Gemeenschappen of Gewesten vallen. Concreet betekent dit in de eerste plaats dat, in principe, de deelgebieden deze akkoorden dienen mede te ondertekenen, waarbij tot hier toe deze om praktische redenen hebben aanvaard dat de handtekening van één (federale) Minister volstaat, die dan echter wel

(fédéral) signant alors explicitement au nom des Communautés et des Régions.

En outre, les Conseils des Communautés et des Régions auront à donner leur assentiment à ces accords et ceci conformément à l'article 167 de la Constitution, à l'article 16 de la Loi spéciale du 8 août 1980 modifié par la Loi spéciale du 5 mai 1993 ainsi qu'à l'Accord de coopération du 8 mars 1994 relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes qui vous a été récemment soumis pour assentiment. C'est ainsi que le Conseil régional bruxellois, doit lui aussi donner son assentiment à la convention euroméditerranéenne avec la République tunisienne qui vous est présentée ce jour. Les dispositions qui concernent les matières régionales sont principalement reprises au Chapitre V «Coopération économique» du présent accord, qui définit un cadre général de coopération en matière d'environnement (article 48), de politique d'investissement (article 50), d'énergie (article 57) et de recherche scientifique (article 47).

L'avant-projet d'ordonnance en cette matière a été envoyé au Conseil d'Etat le 14 septembre 1995. Celui-ci nous a fait parvenir son avis le 27 octobre 1995. Nous avons tenu compte des remarques du Conseil d'Etat dans le projet d'ordonnance, à l'exception de deux points:

- nous maintenons dans l'intitulé «portant assentiment à» parce que c'est le texte même de la loi spéciale;
- nous maintenons également dans le proposant «sur proposition du Membre chargé des relations extérieures».

Je vous serais par conséquent reconnaissant de bien vouloir donner votre assentiment à cette convention avec la Tunisie, conformément aux dispositions de la Constitution et des Lois spéciales, comme ce fut également le cas pour des conventions similaires avec les pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est.

## II. Discussion et vote de l'article unique et du projet d'ordonnance

L'article unique et l'ensemble du projet d'ordonnance sont adoptés par onze voix et une abstention.

Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction de son rapport.

*La rapporteuse,*

Françoise DUPUIS

*Le Président,*

Armand DE DECKER

explicitet ondertekent in naam van de Gemeenschappen en Gewesten.

Bovendien dienen de Raden van Gemeenschappen en Gewesten hun instemming te betuigen met deze Akkoorden. Dit volgt uit het artikel 167 van de Grondwet, het artikel 16 van de Bijzondere Wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd door de Bijzondere Wet van 5 mei 1993 en het Samenwerkingsakkoord inzake de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen van 8 maart 1994, dat U onlangs ter instemming voorgelegd werd. Aldus zal ook de Brusselse Hoofdstedelijke Raad haar instemming dienen te betuigen met de heden aan U voorgelegde Euro-Mediterrane overeenkomst met Tunesië. De bepalingen die tot de bevoegdheden van de Gewesten behoren zijn vooral terug te vinden in Hoofdstuk V «Economische samenwerking» van dit akkoord, waarin een algemeen kader voor een samenwerking, onder meer, op het vlak van leefmilieu (artikel 48), investeringsbeleid (artikel 50), energie (artikel 57) en wetenschappelijk onderzoek (artikel 47) wordt bepaald.

Het voorontwerp van ordonnantie ter zake werd op 14 september 1995 naar de Raad van State gestuurd. Deze heeft ons zijn advies op 27 oktober 1995 doen toekomen. In het ontwerp van ordonnantie hebben wij rekening gehouden met de bemerkingen van de Raad van State, behalve op twee punten:

- wij behouden in de aanhef «houdende instemming met» omdat dit de tekst van de bijzondere wet is;
- in de aanhef behouden wij ook «op voorstel van het Lid bevoegd voor externe betrekkingen» omdat het uit hoofde van deze bevoegdheid is dat het voorstel werd gedaan.

Ik zou U dan ook dank weten indien U deze overeenkomst met Tunesië, conform de bepalingen van de Grondwet en de Bijzondere Wetten, zou goedkeuren zoals dat ook is gebeurd met soortgelijke associatie-overeenkomsten met landen van Midden- en Oost-Europa.

## II. Bespreking en stemming van het enig artikel en van het ontwerp van ordonnantie

Het enig artikel en het ontwerp van ordonnantie in zijn geheel worden aangenomen met elf stemmen bij één onthouding.

De rapporteur wordt vertrouwen geschonken voor het opstellen van zijn verslag.

*De rapporteur,*

Françoise DUPUIS

*De Voorzitter,*

Armand DE DECKER

**Erratum**

Dans le titre du projet d'ordonnance, les termes «communes et trois Déclarations» doivent être insérés après le mot «Déclarations».

**Erratum**

In de Franse tekst dient in het opschrift van het ontwerp van ordonnantie na het woord «Déclarations» de woorden «Communes et trois Déclarations» te worden ingevoegd.

